

*Les crédits*

• (1730)

Je tiens à dire un mot de la mauvaise gestion de la pêche récréative, sport auquel s'adonne beaucoup de mes électeurs. Il faut beaucoup d'imagination pour comprendre comment l'étiquetage du saumon peut préserver cette espèce, ou comment le fait de rejeter à l'eau un poisson mort parce qu'il n'est pas de la bonne sorte va aider à conserver les ressources. Comme je dis, il faut énormément d'imagination pour concevoir où tout cela va nous conduire.

Mes dernières observations sur la mauvaise gestion des pêches concernent les filets dérivants. Jusqu'ici, nous n'en avons pas vus ailleurs que dans le nord du Pacifique. C'est tout à fait tragique. Non seulement sommes-nous témoins de la mauvaise gestion de nos ressources de poissons, mais aussi voyons-nous souvent des mammifères marins pris dans ces filets. Pas étonnant que les écologistes se demandent si c'est une bonne tactique.

Je sais que le Canada a déclaré que ce n'était pas une tactique judicieuse, mais je tiens à dire qu'il ne s'est pas exprimé avec assez de force. En négociant avec ceux qui pratiquent la pêche aux filets dérivants, le gouvernement a accepté de déplacer la ligne frontière vers le nord. Il s'agit, paraît-il d'un compromis, car le gouvernement a accepté de laisser des garde-pêche monter à bord de six bateaux pour exercer une surveillance. Ce serait risible si ce n'était pas si tragique.

Nous parlons d'un grand plan de piraterie dans le Pacifique-Nord. Que signifie le déplacement de la ligne frontière vers le nord pour la pêche au saumon en Colombie-Britannique? Cela signifie que ces pirates feront main basse sur plus de saumon encore, sur une plus grande partie d'une ressource qui est paraît-il protégée en vertu du droit international. Une fois encore, il y a une absence complète de gestion. Le gouvernement n'a pas les ressources suffisantes pour surveiller tout ce qui se passe. S'il voulait vraiment exercer une surveillance, il affecterait plus de six personnes à cette tâche.

Ce que nous voulons maintenant, c'est que des transpondeurs soient placés sur chaque bateau qui pratique la pêche aux filets dérivants. Ce sont des dispositifs qui localisent les bateaux par satellite. Nous avons la technologie, mais nous n'avons pas la volonté politique. Voilà pourquoi nous avons des problèmes sur la côte ouest. Je sais que les deux côtés de la Chambre ont parlé des pêcheries de l'Atlantique mais il y a une absence totale de volonté politique lorsqu'il s'agit de la côte ouest. La

Corée a apparemment accepté que des transpondeurs soient placés sur ses bateaux.

Taiwan, l'un des plus grands et des plus flagrants transgresseurs de la loi internationale, n'en veut pas. Qu'y pouvons-nous? Le gouvernement doit cesser de traiter ces problèmes cas par cas. Il semble habile lorsqu'il parle de commerce extérieur, mais il ne peut s'organiser lorsqu'il s'agit de protéger l'intérêt des Canadiens dans ce domaine. Nous devons pouvoir exercer des pressions économiques sur ces pirates, ces transgresseurs. Je parle ici de sanctions importantes.

Nous ne sommes pas censés avoir reconnu officiellement Taiwan, mais cela ne nous empêche pas d'importer des oranges japonaises de ce pays. Pourquoi ne pouvons-nous pas exercer des pressions économiques sur ce pays qui nous vole nos ressources? Notre position devrait pourtant être très claire. Il s'agit de notre saumon. C'est avec l'argent de nos contribuables que nous avons amélioré ce marché. Et nous l'abandonnons aujourd'hui en autorisant la pêche aux filets dérivants. Nous cédon ce marché de notre propre gré.

Il n'y a rien de plus abominable que l'utilisation de ces filets à mailles très serrées qui attrapent tout ce qui bouge. Mon collègue de Nanaïmo—Cowichan les appelle les rideaux de la mort, une description, qui est à mon avis très juste. Rien n'échappe à ces filets. Bien sûr, les pêcheurs doivent attraper du poisson, mais avec ces filets, ils prennent de tout, du poisson, mais aussi des oiseaux et des mammifères marins. Je veux revenir au saumon. Nous avons payé pour conserver notre saumon, nous le surveillons et, malgré les nombreuses infractions aux règles régissant l'exploitation forestière, nous tentons de protéger nos rivières à saumon. Cependant, le gouvernement tolère la pêche aux filets dérivants, en nous promettant d'entamer des négociations dans ce domaine, mais sans toutefois prendre d'engagements concrets. Il faut donner du muscle à ces négociations. Il faut protéger nos ressources. Nous devons veiller à ce que le gouvernement défende les Canadiens.

Il est naturellement très réconfortant d'entendre dire que le commerce international est notre gage d'un avenir assuré, mais si nous voulons conserver nos emplois, nous devons veiller à ce que le gouvernement protège nos intérêts. Je sais qu'en Colombie-Britannique, la plupart des gens ne pensent pas que c'est ce qui se passe.

Ce sont les habitants de la Colombie-Britannique qui sont touchés, ce sont les femmes, les femmes autochtones. Ce sont elles que l'on met à pied.